

ALERTE SUR L'EXPÉRIMENTATION DES TESTEURS CENTRES EN ACTIVITÉ ACCESSOIRE

UN RISQUE GRAVE POUR NOS DROITS ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC

Uber Tests

Une mesure inquiétante imposée sans concertation

Lors du dernier GS Formation ATCO, l'administration a annoncé vouloir recruter des testeurs centres en route sous le régime de l'activité accessoire, les contraignant à utiliser leurs jours de congés pour effectuer ces missions, rémunérées comme des vacances. Ce projet, déjà en phase de déploiement (note de service dans les CRNA pour la promotion MCTA 24 A), avance sans transparence vis-à-vis des organisations syndicales. Si la CFTD a déjà réagi, l'enjeu exige une mobilisation collective.

Des risques directs pour les contrôleurs aériens

Fatigue accrue et sécurité compromise

Congés transformés en temps de travail : Comment garantir le respect des limites de fatigue si les jours de congés deviennent des jours travaillés ?

Impact sur la vigilance : La sécurité aérienne repose sur des contrôleurs reposés. Une baisse du temps de récupération via la baisse du nombre de jours de congés est inacceptable.

Menace sur les droits aux congés

Arbitrage des demandes de congés : En mai et août (périodes de forte demande), refusera-t-on des congés pour prioriser les missions ENAC ?

Incompatibilité avec les règles de validation : Les délais de l'ENAC correspondent-ils à ceux des centres pour déposer ses congés ?

Professionnalisation des testeurs : Un paradoxe dangereux

Parce qu'en plus l'administration veut réfléchir à la professionnalisation des testeurs et finir par reprendre toujours les mêmes.

Double rôle incompatible : Le testeur ENAC (expert pédagogique) et le testeur centre (regard opérationnel) doivent rester complémentaires. Une professionnalisation créerait des biais (reproduction des mêmes profils, fermeture de l'accès à d'autres agents).

Sélection inéquitable : Seuls ceux capables de renoncer à leurs congés pourront postuler, excluant de facto une partie des collègues.

Coûts et tensions entre centres

Surcoût inexplicé : Paiement des vacances + frais de mission, alors que l'ENAC réduit par ailleurs les budgets (comme par exemple les immersions en pays anglophones).

Différence de traitement entre CRNA et SNA : Si cette expérimentation se met en place, ce qui sera retenu c'est qu'en CRNA les agents sont payés en plus du remboursement de leurs frais, alors qu'en SNA non.

ALERTE SUR L'EXPÉRIMENTATION DES TESTEURS CENTRES EN ACTIVITÉ ACCESSOIRE

UN RISQUE GRAVE POUR NOS DROITS ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC

L'ubérisation rampante de la DGAC : Un précédent destructeur

L'exemple est donné, d'autres services finiront par envisager cette solution plutôt que le recrutement. Et là, ce sont les plus fragiles qui seront touchés, ceux qui sont déjà acculés. Va-t-on voir arriver la précarisation du service public ? Avec des conséquences dramatiques pour les agents vulnérables :

Épuisement professionnel : Les précaires, familles monoparentales ou personnes en situation de handicap seront poussés à troquer leurs congés contre des revenus.

Dépendance économique : Le temps de repos devient une monnaie d'échange pour survivre, alimentant un cercle vicieux.

Normalisation de l'exploitation : Les CDD, intérimaires ou bas salaires subiront des pressions pour "accepter" ces missions.

Violation des droits fondamentaux : Les congés payés sont un acquis social. Les contourner ouvre la voie à d'autres régressions.

Refusons collectivement cette expérimentation

Aujourd'hui, c'est notre responsabilité collective de protéger :

La sécurité aérienne, incompatible avec des contrôleurs aériens épuisés.

L'équité entre centres et entre agents.

Les plus fragiles, dont les droits définissent la dignité de tous.

Exigeons :

L'abandon pur et simple de ce dispositif.

Le respect strict du droit à congés, pilier de notre santé et de notre efficacité.

Ne laissons pas le ver s'installer dans le fruit.

Accepter cette mesure, c'est légitimer la marchandisation de notre temps de repos et fragiliser l'ensemble du service public. Les contrôleurs aériens ont aujourd'hui le pouvoir de bloquer cette dérive. Refusons l'activité accessoire pour les testeurs centres : notre mobilisation est le premier rempart contre l'ubérisation de la DGAC.

Ensemble, protégeons nos droits et ceux des plus vulnérables. Il suffit de dire non.

